



DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE (DAIP) – DEPARTEMENT MAITRISE D'OUVRAGE

MISSIONS DE CONTRÔLE TECHNIQUE
Accord-cadre 24M014

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 – Objet de l’accord-cadre.....	4
1.2 – Forme et montant de l’accord-cadre	4
1.3 – Durée de l’accord-cadre.....	4
1.4 – Exclusion au principe d’exclusivité du titulaire de l’accord-cadre.....	4
1.5 – Lieu d’exécution de l’accord-cadre.....	4
1.6 – Dispositions générales	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE.....	5
2.1 – Pièces particulières	5
2.2 – Pièces générales	5
2.2.1 – Pièces générales propres à l’Assemblée nationale	5
2.2.2 – Autres pièces générales	6
ARTICLE 3 – RELATION ENTRE L’ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE.....	6
3.1 – Définition des intervenants	6
3.2 – Représentant du titulaire.....	6
ARTICLE 4 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	7
4.1 Modalités d’émission des bons de commande.....	7
4.2 Modalités d’émission des bons de commande.....	7
4.3 Contenu des bons de commande.....	8
ARTICLE 5 – PRIX.....	8
5.1 – Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
5.2 – Contenu des prix	8
5.3 – Variation dans les prix	8
5.4 – Application de la taxe sur la valeur ajoutée	9
ARTICLE 6 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	9
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT - AVANCES	9
7.1 – Avance	9
7.2 – Mode de règlement.....	9
7.3 – Acompte et solde	10
7.4 – Comptable assignataire des paiements	10
7.5 – Présentation des demandes de paiement	10
7.5.1 – Modalités de transmission des factures	10
7.5.2 – Modalités de facturation	10
7.6 – Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	11
ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE.....	11
8.1 – Désignation de sous-traitants en cours de marché	11
8.2 – Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	11
8.3 – Non déclaration d’un sous-traitant	12
ARTICLE 9 – MISSIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE	12
ARTICLE 10 – PHASES DES MISSIONS	13
ARTICLE 11 - INTERVENTIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE.....	13

11.1 – Phase examen des documents de conception	13
11.2 – Phase examen des documents d'exécution	15
11.3 – Phase examen sur chantier	15
11.4 – Phase préalable à la réception des ouvrages	15
11.5 – Phase garantie de parfait achèvement.....	16
11.6 – Participation aux réunions d'études et de chantier	16
11.7 –Modalité d'établissement et de transmission des rapports et des avis	17
ARTICLE 12 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU CONTRÔLE	17
ARTICLE 13 - DURÉE DES INTERVENTIONS ET DATES DE REMISE DES RAPPORTS.....	18
ARTICLE 14 – FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS	18
ARTICLE 15 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS.....	18
15.1 – Vérification des prestations.....	18
15.2 – Admission.....	18
ARTICLE 16 – PÉNALITÉS.....	18
ARTICLE 17 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	19
ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITÉ ET IMPARTIALITE.....	19
18.1. Confidentialité.....	19
18.2. Impartialité	20
ARTICLE 19 – RESPONSABILITÉS - ASSURANCES.....	20
19.1 – Responsabilités	20
19.2 – Assurances.....	20
ARTICLE 20 – DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE	21
ARTICLE 21 – RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ.....	21
ARTICLE 22 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	21
ARTICLE 23 – RÉSILIATION - LITIGES.....	22
ARTICLE 24– LANGUE, DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	22
23.1. Langue.....	22
23.2. Différends	22
23.3. Litiges.....	22
ARTICLE 25 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	22
ANNEXE 1 : LOCALISATION DES BATIMENTS.....	24
ANNEXE 2 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	25

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 – Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de missions de contrôle technique, conformément aux dispositions des articles L.125-1 et R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux opérations d'entretien et de construction dans les différents locaux de l'Assemblée nationale.

La localisation des bâtiments est indiquée en annexe 1 au présent document. Les établissements de l'Assemblée nationale sont principalement des établissements recevant du public. Les descriptions, les localisations des ouvrages et leurs spécifications pourront faire l'objet de précisions à l'occasion de la réalisation des travaux et de la mission de contrôle technique.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle ses avis sont demandés par la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la mission de contrôle technique, notamment :

- Code de la construction et de l'habitation (parties législative et réglementaire) : articles L. 125-1 à L. 125-6 et R. 111-29 à R. 111-42 ;
- Décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de contrôle technique ;
- NF P03-100 (septembre 1995) : Critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

1.2 – Forme et montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

Il prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Il s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'Assemblée nationale sans montant minimum et avec un montant annuel maximum fixé à 42 500 € TTC soit 170 000 € TTC sur sa durée totale.

1.3 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an ferme à compter de sa date de notification

Il sera ensuite susceptible d'être expressément reconduit pour une durée de douze mois, à trois reprises au maximum. La décision de reconduction est notifiée au titulaire au plus tard trois mois avant l'expiration de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre. Sa durée totale ne pourra excéder quatre ans.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, ils ne pourront plus être notifiés. Toutefois, ceux déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus de 3 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

1.4 – Exclusion au principe d'exclusivité du titulaire de l'accord-cadre

Il est à noter que des marchés relatifs à des prestations de contrôle technique pourront être conclus en dehors de l'accord-cadre dès lors que des prestations particulièrement complexes et/ou majoritairement non prévues par le présent accord-cadre, nécessitent une remise en concurrence ad hoc, sans pour autant qu'il soit interdit au titulaire du présent accord-cadre d'y répondre.

1.5 – Lieu d'exécution de l'accord-cadre

Le contrôleur technique est susceptible d'intervenir sur l'ensemble des bâtiments occupés par l'Assemblée nationale, qu'elle en soit propriétaire ou locataire dont la localisation est précisée à l'annexe 1 du présent document.

1.6 – Dispositions générales

L'Assemblée nationale s'engage à fournir au titulaire tout renseignement ou toute information utile pour la bonne exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à fournir une prestation conforme aux besoins exprimés dans le présent accord-cadre, d'une part, et des prestations conformes aux normes applicables et aux règles en vigueur, d'autre part.

À cet effet, le titulaire a, d'une façon générale, un devoir de conseil soit sous forme d'alerte, soit par de simples informations. Par ailleurs, le titulaire s'engage à aviser l'Assemblée nationale de toute difficulté de réalisation des prestations et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'exécution du présent accord-cadre ne s'en trouve pas compromise.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, l'accord-cadre est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 – Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) dûment complété et signé entre les représentants de l'Assemblée nationale et le titulaire et ses annexes :
 - *Annexe 1 « Répartition des sommes dues entre cotraitants et sous-traitants »*
 - *Annexe 2 « Bordereau de prix unitaires (BPU)/détail quantitatif estimatif (DQE)*
 - *Annexe 3 « Accord de non divulgation-confidentialité »*
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCP) et ses annexes :
 - *Annexe 1 « Localisation des bâtiments »*
 - *Annexe 2 « Protection des données à caractère personnel »*
- Le cadre de réponse technique et son annexe dûment renseigné remis par le titulaire à l'appui de son offre ;
- Les ordres de service valant bons de commande émis par le directeur des affaires immobilières et du patrimoine.

2.2 – Pièces générales

2.2.1 – Pièces générales propres à l'Assemblée nationale

- Cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de la direction des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale (CCG-AN) ;
- Cahier des clauses techniques générales (CCTG) « électricité courants forts » ;
- Cahier des clauses techniques générales (CCTG) « gestion technique électrique » ;
- Cahier des clauses techniques générales (CCTG) « génie climatique » ;
- Cahier des clauses techniques générales (CCTG) « supervision GTIC » ;
- Principe de mise en sécurité SSI (document établi par SOCOTEC, en cours de révision*);
- Cahier des clauses techniques générales (CCTG) « plomberie » ;

- Cahier des clauses techniques générales (CCTG) « électricité/génie climatique/plomberie/protection incendie » ;
- Cahier des clauses techniques générales (CCTG) « pré câblage VDI et courants faibles » ;
- Charte graphique de l'Assemblée nationale.

** Le nouveau document sera transmis au titulaire après la notification de l'accord-cadre.*

2.2.2 Autres pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI), en vigueur à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence de l'accord-cadre.
- Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique (CCTG - CT), approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999.

Ces documents, dont les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi, sont hiérarchisés : en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre où elles sont ci-dessus mentionnées.

ARTICLE 3 – RELATION ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

3.1 – Définition des intervenants

Maître d'Ouvrage

La Maîtrise d'Ouvrage est assurée par la DAIP (le chef de la division du pilotage et de la gestion des opérations immobilières ou son représentant).

Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par la DAIP (la cheffe de département ou son représentant).

À la notification de l'accord-cadre, l'Assemblée nationale communique au titulaire l'identité et les coordonnées de ses différents responsables. Elle l'informe en cours d'exécution de leur éventuel changement.

En cas de maîtrise d'œuvre externe, l'Assemblée nationale le précise lors de la définition du besoin.

Coordonnateur SPS

Chaque bon de commande indiquera si l'opération est soumise à la mission de coordonnateur SPS.

Coordinateur S.S.I.

Chaque bon de commande indiquera si l'opération est soumise à la mission de coordinateur SSI.

3.2 – Représentant du titulaire

L'entreprise attributaire du présent accord-cadre est dénommée dans les pièces contractuelles en tant que « titulaire de l'accord-cadre » ou « contrôleur technique ».

Dès la notification du présent accord-cadre, le titulaire désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Tout changement de responsable technique qualifié devra être soumis préalablement pour approbation au représentant du maître de l'ouvrage.

Il devra assurer la coordination avec les autres membres de l'équipe chargée de la mission, et se tenir en permanence informé de leur activité.

À défaut d'une telle désignation, le signataire du présent marché sera reconnu comme seul compétent pour émettre des avis et traiter avec les représentants de l'Assemblée nationale.

Si la personne physique désignée pour assurer la mission du titulaire n'est plus en mesure de remplir sa mission, celui-ci doit en aviser immédiatement le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine par envoi recommandé avec avis de réception postal. Il est alors fait application de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

En cas d'indisponibilité ponctuelle du contrôleur technique initialement désigné pour le présent marché, et afin d'assurer la continuité des services, un remplaçant sera à désigner. Toute personne physique proposée pour assurer temporairement la mission du contrôleur technique devra fournir son curriculum vitae au moins huit jours avant sa prise de fonctions. Les parties conviennent que le contrôleur technique désigné est tenu de veiller à ce que son remplaçant soit dûment qualifié pour exercer les responsabilités requises par le présent marché, conformément aux normes et exigences professionnelles en vigueur.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de récuser tout remplaçant proposé si celui-ci ne démontre pas les compétences requises pour assumer les responsabilités du contrôleur technique conformément aux termes du marché.

Le titulaire devra participer à toutes les réunions auxquelles le représentant de l'Assemblée nationale sollicitera sa présence.

ARTICLE 4 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE

4.1 Modalités d'émission des bons de commande

Le présent accord-cadre d'exécute aux moyens de bons de commandes précisant la nature, la quantité, la durée ainsi que le montant de la mission qui sont demandés par l'Assemblée nationale.

Est habilité à signer les bons de commande le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale ou son représentant.

Les bons de commandes sont notifiés par l'Assemblée nationale au titulaire sur la base des prix définis dans les conditions prévues à l'article 4 du présent CCAP.

Le titulaire disposera **d'un délai maximum de 5 jours calendaires** à compter de la réception de la demande, visite sur site comprise si nécessaire, pour faire parvenir son devis, par courriel au maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la production des devis, la direction des Affaires immobilières et du patrimoine se réserve le droit d'appliquer les pénalités fixées à l'article 16 du présent CCP.

Les bons de commande sont notifiés par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception. La date de l'accusé de réception vaut date de notification du bon de commande.

4.2 Modalités d'émission des bons de commande

Le titulaire de l'accord-cadre établit un devis comprenant au minimum :

- La référence et l'objet du présent accord-cadre
- Le numéro et la date du devis ;
- L'objet du devis, la localisation précise du lieu d'exécution et la description détaillée des prestations chiffrées ;
- Les quantités appliquées aux prix unitaires de l'accord-cadre ;
- Le montant total HT du devis, le montant de la TVA et le montant total TTC ;
- Le(s) nom(s), coordonnées (adresse, téléphone, mail) et *curriculum vitae* de(s) la personne(s) qui suivra (ont) l'opération ;
- La méthodologie d'intervention (visites de chantier et réunions prévues en phase études et en phase chantier) ;
- Les dates d'intervention.

Dans l'établissement de chaque devis, le titulaire devra impérativement intégrer toutes les dispositions nécessaires à la bonne réalisation de sa mission en fonction des spécificités des lieux et de l'opération.

Chaque devis est transmis par courriel au représentant du maître d'ouvrage.

Si les termes de celui-ci sont acceptés, l'Assemblée nationale notifie au titulaire son accord en lui notifiant un bon de commande.

4.3 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la désignation des éléments de mission à réaliser ;
- les délais d'exécution ;
- le lieu d'exécution ;
- le montant des prestations commandées ;
- les références comptables ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le numéro du devis.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose alors d'un délai de cinq (5) jours ouvrés, à compter de la notification du bon de commande, pour présenter ses observations et/ou réserves sur les prescriptions de celui-ci, notamment relative à sa capacité à respecter ledit délai. Il les présente par tout moyen écrit permettant d'attester de la date certaine de réception (mail, télécopie ou lettre recommandée avec accusé de réception). Passé ce délai, celui-ci est réputé disposer de toutes les informations nécessaires à la réalisation de sa mission. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées aux quantités réellement exécutées par application du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont hors taxes et sont établis en euros.

5.2 – Contenu des prix

Tous les prix sont réputés comprendre tous les frais annexes. Ils sont réputés inclure toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI.

Ils sont établis en tenant compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu des prestations.

À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

5.3 – Variation dans les prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro" (M_0). En cas de recours à une phase de négociation durant la consultation, la date prise en compte sera la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

En cas de passation d'un avenant, les prix nouveaux établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques au mois d'établissement des prix (mois M_0).

Les prix sont révisables annuellement à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

L'index de référence est : **ING** (base 2010, numéro de série 001711010).

La révision de prix est effectuée par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient (C) de révision donnée par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m}{I_0}$$

Dans laquelle :

I_0 : valeur du dernier index définitif publié eu mois M_0

I_m : valeur du dernier index définitif publié à la date d'anniversaire de l'accord-cadre

Arrondis : lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Afin de suivre la bonne révision des prix pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire remettra, la semaine suivant la date d'anniversaire de notification du marché, un document reprenant la totalité des prix du BPU, coefficient de révision appliqué. Après accord de l'Assemblée nationale, les prix ainsi révisés s'appliqueront sur la nouvelle année d'exécution.

5.4 – Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

ARTICLE 6 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Le présent marché ne fait pas l'objet d'une retenue de garantie.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT - AVANCES

7.1 – Avance

L'avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique, à savoir pour chaque bon de commande supérieurs à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du bon de commande concerné, ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification du bon de commande portant commencement d'exécution de la mission au titre de laquelle est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués par le titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

7.2 – Mode de règlement

Les prestations sont payées au titulaire conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale.

Le règlement sera effectué dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

7.3 – Acompte et solde

Le règlement des sommes dues au contrôleur technique fera l'objet d'acomptes en fonction des phases techniques suivantes :

- A la réception par la maîtrise d'ouvrage du rapport initial de contrôle technique (RICT) ;
- Au fur et à mesure du suivi des documents d'exécution et des travaux selon le calendrier de chaque opération ;
- A la réception par la maîtrise d'ouvrage du rapport final de contrôle technique (RFCT) ;
- A l'issue de la garantie de parfait achèvement (GPA) suivant les avis rendus sur les travaux de parachèvement.

7.4 – Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

Tout courrier relatif à une cession de créance sera adressé, par lettre recommandée avec accusé de réception, à Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale, 126 rue de l'Université, 75355 Paris 07 SP.

7.5 – Présentation des demandes de paiement

7.5.1 – Modalités de transmission des factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures¹ électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution du marché.

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct ou d'un de ses cotraitants à leur obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale pourra lui appliquer la pénalité prévue à l'article 16 du présent CCP en cas de « *manquement à une autre obligation du titulaire définie dans les documents de la consultation ayant valeur contractuelle* ».

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire dans les conditions prévues à l'article 22 du présent CCP, le marché pourra être résilié.

7.5.2 – Modalités de facturation

La facturation ne sera établie qu'après constatation du « service fait » de chaque élément de mission.

¹ <https://assemblee-nationale.e-facture.net>

Les factures afférentes au présent marché sont établies, conformément à l'article 11.3 du CCAG-PI, et sont déposées sur le portail de dématérialisation e-Factures de l'Assemblée nationale selon des modalités qui leur seront communiquées à l'occasion de la réunion de lancement.

Les demandes de paiement devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

1. le nom ou la raison sociale du créancier ;
2. le numéro du marché ;
3. le numéro de l'ordre de service ;
4. les montants et taux de TVA légalement applicables ;
5. le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des prestations exécutés par le ou les sous-traitants) ;
6. la date de facturation ;
7. le montant net à payer.

Seront annexés à ces factures, les factures des éventuels cotraitants ou sous-traitants ainsi que le récapitulatif de la répartition des sommes entre titulaire ou sous-traitants.

À cette demande d'acompte sera jointe, la répartition des honoraires de chaque prestataire suivant le tableau de la répartition prévu dans l'acte d'engagement.

7.6 – Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE

8.1 – Désignation de sous-traitants en cours de marché

Lorsque le titulaire du marché entend recourir à un sous-traitant, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale dans un délai minimum de deux semaines avant la présence du sous-traitant sur le site.

La demande d'agrément d'un sous-traitant devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4² (**dans sa dernière version en vigueur**) relatif à la présentation d'un sous-traitant ;
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct, daté et signé (modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
5. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
6. Attestation d'assurance couvrant les prestations exécutées ;
7. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance » ou une mainlevée bancaire.

La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée exclusivement par courriel à l'adresse suivante : daip.marches@assemblee-nationale.fr

8.2 – Modalités de paiement direct des sous-traitants

² Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le paiement des sous-traitants se fait dans les conditions prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'une entreprise du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la personne publique contractante à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

8.3 – Non déclaration d'un sous-traitant

La déclaration d'un sous-traitant devra s'effectuer dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

En cas de non déclaration dûment constatée, le titulaire du marché se verra infliger, par sous-traitant non agréé, la pénalité prévue à l'article 16 du présent CCP.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché en cas de non application des dispositions du présent article, dans les conditions prévues à l'article 22 du présent CCP.

ARTICLE 9 – MISSIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE

Les éléments de missions confiés au contrôleur technique dans le cadre du présent accord-cadre ont pour finalité de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des opérations immobilières et de vérifier la conformité des installations de sécurité, au regard de la réglementation.

Pour exercer la mission de contrôleur technique, le titulaire de l'accord-cadre doit en permanence, pendant toute la durée de l'accord-cadre, posséder tous les agréments lui permettant de pouvoir effectuer l'ensemble des missions listées au présent document, sous peine de résiliation immédiate de l'accord-cadre à ses torts.

Dès la notification du présent accord-cadre, le contrôleur technique confirmera la composition de l'équipe et le responsable technique qualifié pour signer ou contresigner les avis prévus à l'article 10 du CCTG-Contrôle technique.

L'équipe du titulaire est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations qu'elle assure aux différentes phases de sa mission, ainsi qu'aux conditions et objectifs particuliers de l'exécution des ouvrages.

La bonne exécution des prestations dépendant, d'une part du responsable technique chargé de la conduite des prestations, d'autre part de la composition quantitative et qualitative de l'équipe (ingénieurs spécialisés et techniciens), le titulaire de l'accord-cadre s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'ordre de service, la même personne comme contrôleur technique. Le nom de la personne sera indiqué dans la proposition d'honoraires.

Dans le cadre du présent accord-cadre, le contrôleur technique devra effectuer la mission de contrôle technique de la construction, sur la base des éléments contenus dans :

- La **mission L** portant sur la « solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables » ;
- La **mission LP** relative à la « solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés » ;
- La **mission LE** relative à la « solidité des existants » ;

- La **mission P1** relative à la « solidité des éléments d'équipement dissociables » ;
- La **mission S (SH ou STI ou SEI)** relative à la « sécurité des personnes dans les constructions » ;
- La **mission HAND** relative à l'accessibilité des personnes handicapées dans les bâtiments d'habitation collectifs ou individuels et dans les établissements ou installations recevant du public créées ou existantes.

Cependant, des missions complémentaires pourront venir les compléter, notamment :

- La **mission PH** portant sur « l'isolation phonique des constructions » ;
- La **mission TH** portant sur « l'isolation thermique et les économies d'énergies des constructions » ;
- La **mission AV** portant sur « la stabilité des ouvrages avoisinants » ;
- La **mission ENV** portant sur « l'environnement et les ICPE » ;
- La **mission F** portant sur le « Fonctionnement des installations ».
- La **mission GTB**, portant sur la gestion technique du bâtiment ;
- La **mission HYS (HYSh et HYSa)**, portant sur l'hygiène et à la santé dans les constructions.

ARTICLE 10 – PHASES DES MISSIONS

Conformément à l'article 4.2.2 de la norme NFP 03-100, la mission type de contrôle technique comporte les phases suivantes concrétisées par :

- Le rapport initial de contrôle technique (RICT), après examen des documents de conception ;
- La formulation d'avis, après examen des documents d'exécution ;
- La formulation d'avis, après examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis à son contrôle ;
- Le rapport final de contrôle technique (RFCT), avant la réception ;
- La formulation d'avis sur des travaux de parachèvement pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA).

L'annexe B du décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au CCTG applicable aux marchés de contrôles techniques qui mentionne des actes techniques correspondant à chacune des phases susvisées, est applicable au présent accord-cadre.

ARTICLE 11 - INTERVENTIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'indépendamment des réunions programmées pour chaque opération (d'études ou de chantier), **une revue mensuelle** des différents projets en cours est à prévoir avec les représentants de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. Les différents chargés d'affaire du titulaire devront être présents lors de cette réunion mensuelle.

11.1 – Phase examen des documents de conception

Durant toute la phase de conception, le titulaire participera aux réunions organisées par la DAIP dont l'ordre du jour concerne les éléments soumis au contrôle. Lors de ces réunions, et entre celles-ci le titulaire examinera les documents de conception au fur et à mesure de leur réalisation et émettra ses avis. Ces avis devront être récapitulés à chaque phase d'étude définie ci-après dans le rapport qui sera remis, par le contrôleur technique de construction.

- Intervention en phase APS :

Le titulaire remettra à la DAIP, dans le cadre de son intervention en phase APS, un rapport de contrôle technique – phase APS (RCT APS) synthétisant l'ensemble des avis donnés suite à l'examen du dossier APS ainsi que les échanges durant les réunions avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre.

- Intervention en phase APD :

Le titulaire remettra la DAIP, dans le cadre de son intervention en phase APD, un rapport de contrôle technique – phase APD (RCT APD) synthétisant l'ensemble des avis donnés suite à l'examen du dossier APD ainsi que les échanges durant les réunions avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre.

- Intervention en phase PRO-DCE :

Le titulaire remettra à la DAIP, dans le cadre de son intervention en phase PRO-DCE, un Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) synthétisant l'ensemble des avis donnés suite à l'examen du dossier DCE ainsi que les échanges durant les réunions avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de demander la mise à jour du RICT selon son appréciation du besoin, sans restriction quant au nombre d'occurrences et sans donner lieu à un supplément de prix.

- Examen de la notice de sécurité (prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public) et des déclarations pour l'exploitation d'installations classées et du permis de construire ;
- Examen des résultats des études de diagnostic pour les opérations de réutilisation ou de réhabilitation ;
- Examen des dossiers des sondages dans l'existant ;
- Analyse des équipements existants qui seront réutilisés dans le cadre des travaux ;
- Examen des rapports d'étude des sols ;
- Examen des rapports réglementaires des contrôles périodiques et ceux sur l'amiante et le plomb ;
- Examen des avant-projets sommaire et définitif ;
- Examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique.

Le contrôleur technique contribue à l'élaboration du dossier de consultation des entreprises (ou à la demande de devis d'entreprises) en indiquant au Maître d'Ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, documents nécessaires à la réalisation de sa mission, ainsi que les éléments à faire figurer dans les pièces écrites, permettant aux entreprises de présenter une offre conforme.

Avant l'établissement de son RICT, le contrôleur technique pourra être amené, dans le cadre de sa mission, à émettre des avis sur tout ou partie des pièces écrites et/ou graphiques du projet qui sont en cours d'élaboration.

Phasage	Prestations demandées au contrôleur technique
Phase Études	
APS (AVP)	Examen des documents de conception + Avis + Rapport de contrôle technique phase APS
APD (AVP)	Examen des documents de conception + Avis + Rapport de contrôle technique phase APD
PRO	Examen des documents de conception + Avis + Rapport Initial de contrôle technique + Éventuelles mise à jour du RICT
Phase réalisation (Chantier et post-chantier)	
Visa/ EXE	Examens des document d'EXE fournis par les entreprises + fournir les fiches d'examen de documents
Visites inopinées de chantier + Réunion hebdomadaire de chantier + Réunions de mise au point	Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle et formulation d'avis sous forme de rapports de visite
Phase réception	
Réception de chantier	Participation à la réception de chantier

Rapports	Établissement du rapport final et du RVRAT et mises à jour en cas de besoin
Attestation	Établissement de l'attestation de vérification de l'accessibilité des personnes handicapées
CCS	Assister à la commission de sécurité
Phase de garantie de parfait achèvement	
Levée de réserves	Établissement de la fiche de levée de réserves

11.2 – Phase examen des documents d'exécution

Examen des documents d'exécution – Formulation d'avis

Le Contrôleur Technique doit examiner tous les documents d'exécution qui lui sont remis par les entreprises et la maîtrise d'œuvre et en particulier :

- les plans d'ensembles,
- les plans guides,
- les plans d'exécution,
- les notes de calcul de dimensionnement, y compris celles relatives aux phases provisoires d'exécution,
- les spécifications techniques,
- les procédures de mise en œuvre,
- les notices techniques,
- tous les documents nécessaires à l'exécution.

11.3 – Phase examen sur chantier

Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle et formulation d'avis

Le contrôleur technique doit effectuer autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour assurer au mieux les missions qui lui sont confiées et ce indépendamment aux réunions de mise au point sur convocation du maître d'ouvrage une semaine à l'avance (périodicité minimale à définir avec le maître d'ouvrage en phase PRO).

La fréquence de la participation du contrôleur technique aux réunions de chantier (une réunion de chantier hebdomadaire) devra être arrêtée à chaque émission de bons de commande au début de chaque opération.

Le contrôleur technique doit vérifier, dans le cadre de ses visites de chantier, la qualité de l'exécution et les dispositions techniques de réalisation prises par les entreprises.

Le contrôleur technique devra participer aux opérations de levée de réserve si le maître d'ouvrage l'estime nécessaire sans donner lieu à un supplément de prix.

À la suite de chaque visite de chantier, le contrôleur technique est tenu de remettre à la maîtrise d'ouvrage, dans un délai de 48 h, un rapport de visite. En cas d'urgence (déterminée par le maître de l'ouvrage), le titulaire devra remettre son rapport sous 24 heures.

Le titulaire entreprendra toute action non citée ci-dessus mais faisant partie de sa mission de contrôle technique :

- Examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés au 1° de l'article 1792-1 du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle ;
- Examen des variantes ou modifications éventuelles en cours de chantier ;

11.4 – Phase préalable à la réception des ouvrages

Participation obligatoire aux opérations de réception des travaux.

Remise d'un rapport pour chaque visite dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la visite

Cette prestation comprend autant de participation aux opérations préalables à la réception que nécessaires (en nombre illimité) et deux participations aux opérations de levée de réserves par spécialité.

Remise d'un rapport final de contrôle Technique (RFCT), d'un Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux (RVRAT) si l'établissement est classé en ERP et d'une attestation d'accessibilité.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de demander la mise à jour du RFCT, du RVRAT et de l'attestation d'accessibilité selon son appréciation du besoin, sans restriction quant au nombre d'occurrences et sans donner lieu à un supplément de prix.

Commission de Sécurité (C.S.)

Si, à la suite des travaux, une C.S. doit se réunir sur site pour donner son avis sur l'ouverture de l'établissement, le titulaire devra y participer sur convocation une semaine à l'avance du maître d'ouvrage.

- Établissement du rapport final de contrôle technique ;
- Assistance à la visite de la commission de sécurité.

Tous les rapports de fin de contrôle technique, remis au maître d'ouvrage, qui comportent des non conformités ou des observations devront être repris par le contrôleur technique.

La mise à jour des documents pourra intervenir au moment de la levée des réserves de travaux, suivant une date communiquée par le maître d'ouvrage au contrôleur technique. Le but étant que le document final remis au maître d'ouvrage soit le plus à jour possible avec un minimum d'observations ou de non conformités.

Cette prestation devra être considérée par le titulaire comme incluse dans son marché et comprendra tous les frais liés à cette reprise de documents (déplacements, nouveaux rapports, diffusion, etc.).

11.5 – Phase garantie de parfait achèvement

Garantie de parfait achèvement des travaux

- Interventions du titulaire autant que nécessaire dans le cadre des missions de contrôle technique qui lui ont été confiées pendant les travaux ;
- Examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement ;
- Remise d'un rapport par intervention dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la visite sur site

11.6 – Participation aux réunions d'études et de chantier

À l'initiative du maître de l'ouvrage, des réunions hebdomadaires de chantier seront organisées sur les sites, avec la maîtrise d'œuvre et l'ensemble des entreprises titulaires des marchés de travaux en présence du contrôleur technique. Un compte-rendu hebdomadaire sera diffusé au contrôleur technique. Le nombre de réunions de chantier sera déterminé et indiqué dans le bon de commande.

Durant la phase de conception, le titulaire du marché devra participer aux réunions d'études, à raison d'une fréquence **toutes les trois semaines**.

Durant la phase d'exécution des travaux, le titulaire devra prévoir dans son offre d'assister aux réunions de chantier hebdomadaires, à raison d'une fréquence **toutes les deux semaines**.

Dans le cas où le nombre de réunions (phases études et travaux), proposé par le titulaire semblerait insuffisant pour la conduite de l'opération, le chargé d'affaires de la direction des Affaires immobilières et du patrimoine pourra demander la prise en compte d'un nombre de réunions complémentaire lors de l'établissement du devis.

11.7 – Modalité d'établissement et de transmission des rapports et des avis

Le contrôleur technique disposera d'un accès à la plateforme d'échange de données informatiques de l'Assemblée nationale (Mezzoteam) afin de consulter les documents d'études et les documents d'exécution soumis à son approbation. Il sera tenu de déposer ses avis liés à l'exécution de sa mission sur cette plateforme.

Forme des avis

Pendant toute la durée de sa mission, le titulaire est tenu d'établir des avis écrits et sur la plateforme de travail collaboratif de type MEZZOTEAM (PROSYS) sur tout document qui lui est communiqué par le maître d'ouvrage ou tout intervenant (maître d'œuvre, entreprises, etc.), et de répondre par écrit et sur la plateforme de travail collaboratif à toute question qui lui est posée.

Les avis et documents émis par le titulaire dans le cadre de sa mission devront être caractérisés par une grande clarté de leur rédaction : précision, argumentation, termes explicites et sans équivoque, référencement précis des documents examinés, indication complète des documents du référentiel concerné.

Si le titulaire n'a pas reçu communication de documents qu'il estime nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, il en avise par écrit le maître d'ouvrage.

Suite donnée aux avis

Les avis et documents produits par le titulaire sont diffusés simultanément au maître d'ouvrage et à tous les intervenants de l'opération, prestataires intellectuels comme entrepreneurs, à raison d'un exemplaire par titulaire d'un marché.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 10 du CCTG de contrôle technique, le maître d'ouvrage est dispensé de faire connaître au titulaire la suite donnée à ses avis.

Actualisation des avis

Lorsque des documents de conception, ayant déjà fait l'objet d'un avis ou d'un rapport du titulaire, sont établis dans une nouvelle version, le titulaire est tenu d'examiner cette nouvelle version et d'émettre un avis ou un rapport actualisé.

Livrables attendus

Le contrôleur technique remet ses avis et rapports au maître d'ouvrage (sur la plateforme de travail collaboratif mentionnée au premier alinéa du présent 11.7), selon les principales phases du marché décrites ci-dessous.

ARTICLE 12 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU CONTRÔLE

Le titulaire interviendra dans les conditions fixées par le cahier des clauses techniques générales applicables aux missions de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au représentant du maître de l'ouvrage ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au représentant du maître de l'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;

- la personne responsable de l'accord-cadre prendra les dispositions nécessaires pour informer, dès l'origine, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat.

ARTICLE 13 - DURÉE DES INTERVENTIONS ET DATES DE REMISE DES RAPPORTS

Les interventions du contrôleur technique commencent à la date de notification du bon de commande et s'achèvent à la date d'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, telle qu'elle est définie par l'article 1792-6 du code civil.

Concernant la phase conception, le contrôleur technique disposera d'un **délai de 7 jours calendaires** à compter de la notification du bon de commande pour remettre son rapport initial de contrôle technique.

Pour la phase travaux, le contrôleur technique disposera d'un **délai de 7 jours calendaires** à compter de la date des opérations préalables à la réception des ouvrages pour remettre son rapport final de contrôle technique.

Pour tous les autres documents (avis sur les documents d'exécution des entreprises, compte-rendu de visite de chantier...), le titulaire remettra son avis **dans un délai de 5 jours calendaires** à compter de la date de réception des différents documents qui lui seront envoyés.

ARTICLE 14 – FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

En complément à l'article 3.1 du CCAG-PI, la notification d'une décision ou d'une communication peut être faite par ordre de service.

Les ordres de service sont écrits et sont signés par les représentants de la DAIP, datés et numérotés. Ils sont notifiés en un seul exemplaire.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou d'une communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la DAIP dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception de l'ordre de service.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

ARTICLE 15 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

15.1 – Vérification des prestations

Le représentant du pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations de vérification est le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale ou une personne désignée par lui.

Les opérations de vérification se déroulent selon les dispositions prévues par l'article 28 du CCAG-PI.

15.2 – Admission

À la suite des opérations de vérification, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises par le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou son représentant selon les dispositions prévues par l'article 29 du CCAG-PI.

ARTICLE 16 – PÉNALITÉS

L'action du titulaire ne devra gêner en aucune manière le calendrier d'exécution des études et des travaux.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, l'Assemblée nationale peut appliquer de plein droit les pénalités suivantes :

Objet	Montant de la pénalité
Retard dans la production d'un devis, à compter de la date limite de remise (article 4 du CCP)	200 euros par jour calendaire de retard
Non remise des rapports ou de tout autre document (avis sur les documents d'exécution des entreprises, compte-rendu de visite de chantier...) dans les délais (article 13 du CCP)	200 euros par jour calendaire de retard
Non déclaration d'un sous-traitant (article 8 du CCP)	5 000 euros par cas constaté
Absence à une réunion d'étude ou de chantier	200 euros par cas constaté
Non-exécution des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail (par jour calendaire jusqu'à la régularisation de la situation) (article 21 du présent CCP)	100 €
Manquement à une autre obligation du titulaire définie dans les documents de la consultation ayant valeur contractuelle (par manquement et / ou par jour) (article 7.5.1 du présent CCP)	150 €
Tout manquement à la protection des données à caractère personnel (article 23 du CCP)	1 000 € par cas constaté

Par dérogation aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG-PI :

- Les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant ;
- Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du montant des bons de commande de l'accord-cadre ;

Les pénalités de retard sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités de retard se décomptent en jours calendaires.

Les pénalités peuvent être appliquées sur la facture suivant la constatation des faits sanctionnés.

ARTICLE 17 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 22 du CCP-PI, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché, à l'issue de chaque phase de la mission du prestataire définie au CCP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITÉ ET IMPARTIALITÉ

18.1. Confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité concernant leur activité dans les locaux de l'Assemblée nationale.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative aux dispositions architecturales et techniques des bâtiments et à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation de cet accord-cadre. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Les plans généraux et d'exécution nécessaires à l'exécution des prestations sont propriétés de l'Assemblée nationale et ne peuvent être communiqués que sur autorisation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public. Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au directeur des Affaires immobilières et du patrimoine.

Tout manquement à cette disposition est susceptible d'entraîner la rupture de l'accord-cadre, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles, pénales ou administratives.

Un accord de non divulgation des données liées au présent accord-cadre sera signé par le titulaire avant le début de l'exécution de la prestation (cf. annexe 3 du présent CCP).

18.2. Impartialité

Le titulaire s'engage à faire connaître sans délai à l'Assemblée nationale toute situation de conflit d'intérêt dans laquelle lui-même ou l'un de ses intervenants pourrait se trouver dans le cadre de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 19 – RESPONSABILITÉS - ASSURANCES

19.1 – Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1244 et 1788 du code civil.

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il est intervenu.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, au bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée s'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

19.2 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9.1 du CCAG-PI, le titulaire (ou chacun des cotraitants dans le cadre d'un groupement) doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation au premier alinéa de l'article 9.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de transmettre à l'Assemblée nationale, dans les conditions prévues à l'article 3.7 du règlement de la consultation et avant tout commencement d'exécution des prestations, la preuve de la souscription à des contrats d'assurances le couvrant au regard des garanties susmentionnées, au moyen d'une attestation d'assurances établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 9.2 du CCAG-PI, à tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Assemblée nationale et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 20 – DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Conformément à l'article 35.4.2 du CCAP-PI, le titulaire garantit à l'Assemblée nationale, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

ARTICLE 21 – RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

Les documents et attestations exigés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. Ils sont envoyés à l'adresse suivante : daip.marches@assemblee-nationale.fr.

En cas de retard dans la remise de ces documents et attestation, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité prévue à l'article 16 du présent CCP.

ARTICLE 22 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 5.2 du CCAG-PI.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe 2 du présent CCP.

ARTICLE 23 – RÉSILIATION - LITIGES

Oltre les cas prévus au chapitre 7 du CCAG-PI, constituent des cas de résiliation du marché aux torts du titulaire avec, le cas échéant, exécution des prestations à ses frais et risques :

- le refus d'exécuter une prestation prévue par le marché ;
- des défaillances répétées dans l'exécution des prestations du marché ;
- le refus de produire les pièces demandées à l'article 21 du présent CCP ;
- tout manquement aux dispositions des articles 18.1 et 18.2 du présent CCP ;
- le manquement réitéré et persistant à l'obligation de transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article 7.5.1 du présent CCP ;
- tout manquement aux obligations de protection des données à caractère personnel prévues aux articles 24 du présent CCP.

Dans l'un ou l'autre des cas prévus au chapitre 7 du CCAG-PI ou au présent article, la direction des Affaires immobilières et du patrimoine informe le titulaire de la sanction envisagée par lettre recommandée avec avis de réception et l'invite à présenter ses observations dans un délai de **sept jours** francs.

Le délai visé à l'alinéa précédent court à partir de la date d'envoi de la lettre recommandée.

En cas d'absence de réponse du titulaire dans le délai imparti, la décision de résiliation intervient à l'expiration de celui-ci.

ARTICLE 24– LANGUE, DIFFÉRENDS ET LITIGES

23.1. Langue

Les documents relatifs au présent marché ainsi que les documents échangés pour son exécution sont rédigés en français.

23.2. Différends

Conformément à l'article 43.1 du CCAG-PI, en cas de différend, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et l'Assemblée nationale, fait l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord, indiquant, le cas échéant, les montants de ses sommes réclamées et fournissant les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 43.2 du CCAG-PI, cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai de **30 jours courant** à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'Assemblée nationale dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

23.3. Litiges

Les litiges relatifs au présent marché sont soumis, après tentative de conciliation préalable auprès du pouvoir adjudicateur, à la compétence du Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 25 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 4.3 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-PI.

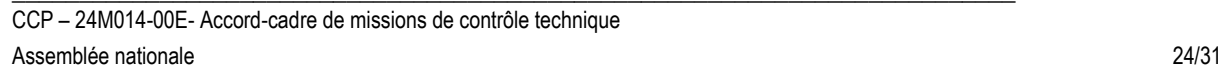
L'article 14 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG-PI.

L'article 16 déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

L'article 19.2 déroge à l'article 9.2 du CCAG-PI.

L'article 23.2 déroge à l'article 43.2 du CCAG-PI.

L'article 11.7 déroge à l'article 10 du CCTG-Contrôle technique



ANNEXE 2 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

I. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Les présentes clauses (ci-après : « les clauses ») sont sans préjudice des obligations auxquelles le responsable du traitement est soumis en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

Les clauses ne suffisent pas, à elles seules, pour assurer le respect des obligations relatives aux transferts internationaux conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Dans le cas où le titulaire a accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations, il agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 4 du RGPD, et ce pour le compte de l'Assemblée nationale qui demeure le responsable de traitement.

La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

II. INVARIABILITE DES CLAUSES

Les parties s'engagent à ne pas modifier les clauses, sauf en ce qui concerne l'ajout d'informations dans la présente annexe ou la mise à jour des informations qui y figurent.

Les parties ne sont pour autant pas empêchées d'inclure les clauses contractuelles types définies dans les présentes clauses dans un contrat plus large, ni d'ajouter d'autres clauses ou des garanties supplémentaires, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les clauses ou qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

III. TERMINOLOGIE

Le « responsable du traitement » (article 4.7 du RGPD : « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement (...) ») : l'acheteur au sens du code de la commande publique ;

Le « sous-traitant » (article 4.8 du RGPD : « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ») : le titulaire du marché public ;

Le sous-traitant du sous-traitant ou sous-traitant ultérieur (article 28.2 du RGPD : lorsque le « sous-traitant recrute un autre sous-traitant ») : le sous-traitant au sens du droit de la commande publique ;

L'« autorité de contrôle » (article 4.21 du RGPD : « une autorité publique indépendante qui est instituée par un état membre en vertu de l'article 51 ») : la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

IV. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est rappelé que les « données » auxquelles le titulaire a accès dans le cadre des présentes, constituent des connaissances antérieures.

Ces données sont et demeurent la propriété exclusive de l'Assemblée nationale qui restera l'unique propriétaire des traitements, enrichissements et améliorations qui pourraient leur être apportées.

V. INTERPRETATION

Lorsque des termes définis dans le règlement (UE) 2016/679 figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.

Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et de la loi Informatique et libertés respectivement.

Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le règlement (UE) 2016/679 et/ou par la loi Informatique et libertés, ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

VI. DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent marché.

La nature des opérations réalisées sur les données est la consultation, la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'envoi des données et la destruction des données.

Les données à caractère personnel traitées sont, notamment, le nom, le prénom, le numéro téléphonique et le courriel (mail) des agents de l'Assemblée nationale.

Les catégories de personnes concernées par le traitement des données à caractère personnel sont les agents de l'Assemblée nationale en charge de l'exécution du marché.

Les finalités du traitement sont :

- la réception des livrables ;
- la réalisation des actions de coordination et de pilotage (comitologie) ;
- la maintenance (envoi de tickets incidents) et l'exécution de la réversibilité, le cas échéant ;
- la destruction ou la transmission des données afin de protéger ces données ;
- et toutes autres finalités nécessaires à la bonne exécution du marché.

Les données seront conservées durant toute la durée de l'exécution du marché.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires dans le cahier des charges du marché.

VII. OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance, sauf instruction complémentaire du responsable de traitement.
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une **violation** du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement.
3. garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché:
 - s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection **des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** (« **privacy by design** »).

6. La sous-traitance ultérieure

Le sous-traitant, titulaire du marché, peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il doit recueillir préalablement et par écrit l'accord spécifique du responsable du traitement concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant ultérieur, en vertu de l'article L. 2193-5 du code de la commande publique (imprimé DC4). Le formulaire doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique au moins six (6) jours avant le recrutement du sous-traitant ultérieur en question.

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu

insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

7. Transferts de données hors de l'Union européenne ou traitement par un prestataire soumis à un droit extraterritorial tiers

Le sous-traitant s'engage à héberger les Données exclusivement sur le territoire de l'un des États membres de l'Union européenne ou membre de l'Espace économique européen, qu'il prenne en charge lui-même cet hébergement ou fasse appel à un Sous-traitant ultérieur.

Les opérations d'administration et de supervision du service doivent être réalisées depuis l'Union Européenne.

Le sous-traitant s'engage à informer le responsable de traitement de la localisation physique des serveurs hébergeant les données à caractère personnel.

Si le sous-traitant est localisé hors de l'Union européenne, ou s'il est localisé dans l'Union, mais soumis à un droit extraterritorial tiers, il doit préalablement fournir au responsable du traitement les garanties exigées par l'article 46 du règlement (UE) 2016/679 pour validation par le délégué à la protection des données de l'Assemblée nationale.

Le sous-traitant doit fournir au responsable de traitement une liste de l'ensemble des tiers qui peuvent accéder aux Données et des pays destinataires mise à jour. En cas de modification des pays destinataires par le sous-traitant, ce dernier doit en informer préalablement le responsable de traitement, afin qu'il puisse émettre des objections à cet égard.

En cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le sous-traitant, ce dernier s'engage à en informer immédiatement le Responsable de traitement.

8. Le droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

9. L'exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au représentant du responsable de traitement :

Monsieur le délégué à la protection des données, Assemblée nationale,

126, rue de l'Université

75355 PARIS 07 SP

dpo@assemblee-nationale.fr

10. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les 48 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen permettant la traçabilité des échanges : courrier, courriel, télécopie. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

11. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

12. Mesures de sécurité

Le responsable de traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Tout échange contenant des données à caractère personnel ou sensibles (fichiers, messages électroniques) doit faire l'objet d'un renforcement de protection (chiffrement)

13. Le sort des données

Dans un délai d'un (1) mois calendaire avant la date de fin du marché, le titulaire interroge le responsable de traitement sur le sort des données traitées.

Au choix du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ;
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

14. Le délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

15. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

16. Documentation - Audit

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement, dans le délai fixé par la demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Chaque partie se réserve le droit de refuser de fournir à l'autre partie des secrets d'entreprise et de commerce, un savoir-faire opérationnel et toute information dont l'audit présenterait un risque de sécurité pour la partie auditée.

17. Non-respect des clauses et résiliation

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable peut également enjoindre au sous-traitant de se mettre en conformité sous astreinte, conformément à l'article « pénalités » du CCAP. En outre, en cas d'inaction ou de mesures non probantes, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

VIII. OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent marché ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;

- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser, le cas échéant des audits et des inspections auprès du sous-traitant.